



HAL
open science

Sur quelques aspects du retour du contexte dans l'analyse électorale : en lisant La Démocratie de l'abstention

Bruno Cautrès

► To cite this version:

Bruno Cautrès. Sur quelques aspects du retour du contexte dans l'analyse électorale : en lisant La Démocratie de l'abstention. *Revue Française de Science Politique*, 2008, 58 (6), pp.1015 - 1019. hal-03459875

HAL Id: hal-03459875

<https://sciencespo.hal.science/hal-03459875>

Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LECTURES CRITIQUES

*Sur quelques aspects du retour du contexte dans l'analyse électorale. En lisant La démocratie de l'abstention*¹

La démocratie de l'abstention, ouvrage au titre particulièrement bien choisi, a su dès sa parution trouver un large écho dans l'analyse électorale en France et dans les débats publics sur le rapport des Français à la politique, en particulier du rapport à la participation électorale des milieux populaires. Ce livre s'inscrit dans un ensemble plus vaste de travaux des auteurs (voir *infra*) mais prend également place dans un courant de recherche qui, en science politique et en sociologie, entreprend depuis plusieurs années de repenser les analyses de la politisation dans une France segmentée, morcelée et parfois fortement clivée dans son rapport aux territoires urbains en particulier. On peut en effet faire des parallèles intéressants entre les travaux de Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen et ceux de certains sociologues et politistes comme Annie Collovald, qui a mené une enquête sur les conducteurs de la RATP, ou d'Olivier Schwartz, travaux qui s'efforcent également de cerner ce que l'on peut entendre par « classes populaires », « électorat populaire » ou « quartiers populaires ». L'intérêt de ces approches est qu'elles souhaitent tout à la fois ne pas renoncer à donner une définition de la catégorie du *populaire* (en termes de statut social et professionnel, de faiblesse des ressources économiques, d'éloignement au capital social et culturel, de distance et parfois de défiance vis-à-vis de la sphère politique) et de son rapport à l'espace public, tout en montrant la complexité des comportements politiques de ces « classes populaires ». D'autres liens pourraient être tissés entre *La démocratie de l'abstention* et l'ouvrage collectif dirigé par Stéphane Beaud, Joseph Confavreux et Jade Lindgaard, *La France invisible*², notamment le chapitre de cet ouvrage écrit par Henri Rey qui explique le vote en faveur des partis de gauche dans les milieux populaires comme le produit d'une longue érosion et d'une transformation interne inaboutie politiquement au sein du salariat.

La démocratie de l'abstention est tout d'abord le produit d'un dispositif tout à fait original d'observations, de collecte de données, par différentes méthodes, et d'une série articulée de recherches de terrain « en immersion » dans la cité populaire des Cosmonautes à Saint-Denis (93), sur une longue période de travail de terrain puisque les auteurs ont observé cette cité entre l'hiver 2002 (période post-21 avril 2002) et le printemps 2006 (période pré-électorale). Avant d'exposer les principales conclusions de leur ouvrage et de poser quelques jalons d'un dialogue que l'on espère positif et constructif entre spécialistes du champ des études électorales, il faut rendre un hommage particulièrement appuyé aux auteurs : l'implication dans leur objet de recherche, dans leurs terrains, le rapport qu'ils ont entretenu pendant quatre ans avec les habitants de la cité, la pluralité méthodologique dans laquelle ils s'inscrivent, tout relève d'une démarche de recherche exemplaire qui tend vers une anthropologie/ethnologie électorale. L'exemplarité du dispositif d'observation n'exclut pas les imperfections et la mise en questionnement : on s'étonnera par exemple de voir régulièrement cités des habitants, nominativement désignés, et l'on fera crédit aux auteurs que le « contrat » invisible et tacite passé avec les enquêtés fut un contrat réflexif et symétrique ; nos auteurs ont visiblement à cœur de développer une sociologie compréhensive et empathique qui donne la parole à ceux qui se sentent moins légitimes ou qui échappent parfois aux dispositifs habituels de mesure des opinions politiques. Les verbatims cités et issus de leurs entretiens avec des habitants ou

1. Céline Braconnier, Jean-Yves Dormagen, *La démocratie de l'abstention*, Paris, Gallimard, 2007 (Folio Actuel).

2. Stéphane Beaud, Joseph Confavreux, Jade Lindgaard (dir.), *La France invisible*, Paris, La Découverte, 2006. Cf. le compte rendu qui en a été fait par Isabelle Rocca dans la *Revue française de science politique*, 57 (2), avril 2007, p. 258-260.

responsables locaux sont particulièrement évocateurs, même si l'on aurait pu souhaiter qu'ils fassent l'objet de traitements qualitatifs ou quantitatifs plus poussés.

Le livre s'organise autour de la thèse centrale d'un nouveau visage de la démocratie en France – du moins dans son expression électorale – marquée essentiellement par la montée de l'abstention et de l'indifférence politique. Il est paru quelques semaines avant les élections de 2007 et donc avant que des analyses en termes de « fin du cycle de politisation négative » ne soient proposées pour rendre compte du niveau élevé de participation aux deux tours de l'élection présidentielle de 2007. La chute importante de cette participation cinq semaines plus tard aux élections législatives et la faible participation aux scrutins locaux de 2008 montrent néanmoins que la fin de la « politisation négative » est conditionnelle à un type d'élection (présidentielle) ou à une circonstance particulière, comme en cas de référendum sur une question mobilisant l'électorat. Autrement dit, les observations faites par nos auteurs entre 2002 et 2006 ont toutes les chances d'être encore d'actualité, précisément parce que les phénomènes sur lesquels ils travaillent parlent de tendances de fond de la société française, du moins des franges les plus défavorisées socialement et distantes politiquement.

Les analyses proposées renouvellent en fait largement l'approche en termes de « cens caché » et reposent sur plusieurs choix théoriques et méthodologiques qui donnent à ce travail un caractère novateur dans le même temps qu'il renoue avec des perspectives plus anciennes. La démarche des auteurs peut en effet se lire à travers un double ressourcement des études électorales auquel on assiste depuis plusieurs années en France, même s'il est parfois plus incantatoire que réel : un retour de la question du contexte et de l'approche contextuelle. À cet égard, le livre et les enquêtes s'inscrivent dans un plus vaste programme de recherche, le programme PAECE soutenu par l'ANR et porté par les auteurs, et que des publications complémentaires ont été réalisées par les auteurs dans le cadre d'analyses de la participation et de l'inscription électorales conduites en collaboration avec le Centre d'analyse stratégique¹ ; un appel à un pluralisme méthodologique qui sache combiner et intégrer ensemble les données d'observation qualitatives et quantitatives, monographiques et d'enquêtes plus larges. Les auteurs nous invitent en effet à « sortir du laboratoire des sciences sociales » (p. 14), à renouer avec les approches « *in situ* et *in concreto* ». Ce point de vue les conduit à poser un regard critique sur les enquêtes d'opinion traditionnelles, inversant d'une certaine manière l'argument selon lequel l'enquête par sondage permet la montée en généralité puisqu'elle agrège les réponses individuelles et qu'elle neutralise l'individualité des réponses : « avec ceux qui acceptent de se prêter au jeu du questionnaire, et qui, selon toute vraisemblance, ne sont aucunement représentatifs de ceux qui refusent de répondre, l'enquêteur ne passe que quelques minutes, souvent au téléphone, à administrer les questions fermées à l'égard desquelles les sondés sont sommés de se positionner »² (p. 15). Pour nos auteurs, « immersion *in situ* » et contextualisation de l'analyse vont de pair avec une analyse compréhensive du rapport des citoyens à la politique et avec l'élaboration de dispositifs de collecte de données fondés sur une micro-sociologie du voisinage, de la proximité et du terrain. Les auteurs ont en fait multiplié leurs sources et leurs données : entretiens avec des habitants et des responsables locaux, observations ethnographiques, notamment à l'occasion de chaque scrutin électoral, recueil de données sur les caractéristiques sociodémographiques de la cité, analyse des listes d'émargement après les scrutins, notamment ceux de 2004. C. Braconnier et J.-Y. Dormagen entendent ainsi renouer « avec un paradigme central des premières études électorales tant françaises qu'américaines [...] selon lequel les propriétés des groupes et des milieux d'appartenance (cercles familiaux et amicaux, relations professionnelles et de voisinage) constituent des facteurs déterminants des comportements [...] et des attitudes électorales » (p. 19). Cette approche, qui renvoie aux

1. Voir Céline Braconnier, Jean-Yves Dormagen, *Non-inscrits, mal-inscrits et abstentionnistes. Diagnostic et pistes pour une réforme de l'inscription sur les listes électorales*, Paris, La Documentation française, 2007. Cette publication, particulièrement intéressante, s'inscrit dans une démarche plus large du Centre d'analyse stratégique qui a consacré, en 2007, plusieurs journées d'études et publications à l'analyse de la participation et de l'inscription sur les listes électorales.

2. Mais remarquons que les auteurs ont également collecté une partie de leur matériau par le biais d'enquêtes téléphoniques...

travaux fondateurs de Siegfried ou de Lazarsfeld, est sans aucun doute l'un des points clefs de l'ouvrage, dont d'autres résultats découlent.

Cette posture est à dire vrai assez séduisante, convaincante par bien des aspects, susceptible d'encourager tous les spécialistes d'analyse électorale à développer, ou plutôt redévelopper des enquêtes contextuelles. On ne peut que souhaiter que cette publication soit l'occasion d'enclencher un dialogue constructif avec les approches et dispositifs de sociologie électorale au sens traditionnel du terme d'« *Election Studies* ». Bien sûr, comme toute posture qui s'affirme, elle peut conduire à parfois réduire les autres approches du comportement électoral à certaines de leurs limites, voire oublier quelques uns de leurs apports ou travaux. Des interrogations apparaissent également au fil de la lecture sur les conditions de réalisation de tous ces dispositifs entrecroisés : les auteurs ont par exemple souhaité vérifier au plus près la réalité de la « malinscription » sur les listes électorales (voir *infra*), en procédant avec leur réseau d'enquêteurs à des vérifications sur les boîtes aux lettres, complétées par « une enquête de voisinage destinée à mieux déterminer la proportion effective des « mal inscrits » au bureau de vote de la cité » (p. 52). Cette « traque » de la donnée nous fait parfois basculer du côté d'une ethnographie qui ne dit pas assez son nom et nous interroge bien sûr : on voudrait en savoir plus sur les conditions empiriques et opérationnelles. On regrettera par ailleurs que les auteurs n'aient pas poussé d'un cran supplémentaire leur appel au retour vers le contexte et qu'ils ne tirent pas toujours profit de toute une littérature, notamment de langue anglaise, qui utilise les données d'enquêtes quantitatives disponibles, par exemple celles des *British Election Studies*, pour réaliser des analyses statistiques de type « *multilevel* »¹. Ce courant de recherche a connu depuis près de vingt ans d'importants progrès, aux États-Unis, en Grande-Bretagne ou aux Pays-Bas ; il a bénéficié des développements méthodologiques et statistiques entrepris dans des domaines comme la sociologie de l'éducation ou encore l'épidémiologie sociale, domaines qui ont su combiner l'usage de bases de données quantitatives de grande ampleur qui, dès leur origine, font du contexte une variable structurante du « *research design* » et en contrôlent les effets par le recours à des modélisations statistiques sophistiquées. Ma critique est sur ce point en partie rhétorique : le « *research design* » de nos auteurs n'est pas totalement conçu dans une perspective « *multilevel* » et mon appréciation vise davantage à encourager le dialogue méthodologique. En outre, plusieurs des analyses de C. Braconnier et J.-Y. Dormagen rejoignent sur certains points des résultats issus de ce courant de recherche quantitativiste, notamment lorsque, au chapitre 12, ils soulignent que la famille constitue toujours une très importante matrice du rapport à la participation électorale. Une recherche conduite en 2004 en Grande-Bretagne par nos collègues britanniques, qui participent fortement au courant de recherche des analyses multiniveaux quantitatives, parle à cet égard du ménage comme un « *missing level* » dans l'analyse électorale contextuelle². Enfin, on pourra également regretter que les auteurs ne prennent pas appui sur l'ouvrage dirigé par Alan Zuckerman, qui montre que, pour former leurs choix politiques, les électeurs s'appuient sur les préférences et les attitudes des membres de leur famille, de leurs amis, voisins ou collègues³.

Il est difficile de résumer en quelques lignes les principaux résultats de cette recherche foisonnante, le livre étant composé de douze chapitres et couvrant un spectre de problèmes assez vaste. Nous allons plutôt mettre en exergue certains des résultats les plus originaux et significatifs. Partant de l'observation que, comme la société américaine, la démocratie française pourrait à terme fonctionner dans « l'indifférentisme » (chapitre 4, particulièrement intéressant, mais où apparaissent quelques passages moins, voire peu convaincants, comme p. 120

1. Ces analyses sont encore peu utilisées par la sociologie électorale française, à l'exception notable des travaux d'Anne Jadot, dont « (Ne pas) être un électeur européen. Une analyse multiniveaux des déterminants individuels et contextuels de l'abstention en 1999 », *Revue internationale de politique comparée*, 9 (1), 2002, p. 31-45.

2. Ron Johnston, Kelyvn Jones, Carol Propper, Rebecca Sarker, Simon Burgess, Anne Bolster, « A Missing Level in the Analyses of British Voting Behaviour : The Household as Context as Shown by Analyses of a 1992-1997 Longitudinal Survey », *Electoral Studies*, 24 (2), juin 2005, p. 201-225.

3. Cf. Alan S. Zuckerman (ed.), *The Social Logic of Politics. Personal Networks as Contexts for Political Behavior*, Philadelphie, Temple University Press, 2005.

à 125 : les développements sur la sensibilité de l'électorat populaire à la dimension corporelle de l'offre politique) de plus d'un électeur sur deux (aux Cosmonautes, « ce sont environ 60 % des habitants dont on sait par avance qu'ils ne participeront pas au vote, quels que soient le contexte de l'élection et les enjeux politiques du scrutin »), les auteurs évoquent une « américanisation » de la vie politique française au vu des taux de participation électorale finalement guère plus élevés, notamment s'agissant des élections législatives françaises lorsqu'on les rapporte à la population électorale potentielle. La politique serait devenue un « spectacle ésotérique » pour bien des milieux sociaux, notamment les plus socialement fragilisés. L'analyse de cette tendance à la démobilisation électorale, qui affecte en particulier les milieux populaires, est au cœur de l'ouvrage qui multiplie les sources pour montrer l'érosion à Saint-Denis, et plus encore aux Cosmonautes, de la participation et de l'inscription sur les listes électorales. Les auteurs estiment ainsi qu'au cours des 25 dernières années, le nombre d'inscrits au bureau de vote des Hautes Noëllles est passé de 719 (élections municipales 1977) à 490 (élection présidentielle 2002). Avec alors environ 25 % de non-inscrits parmi les adultes de nationalité française, la cité ne constituait d'ailleurs pas un îlot, des phénomènes de même ampleur ayant été constatés dans d'autres bureaux de vote situés également en ZUS. En tenant compte des non-inscrits, il y avait donc aux Cosmonautes au début des années 2000 entre deux et trois fois moins de votants que dans les années 1970. Les auteurs parlent de « ghettos électoraux », dont la réalité aurait été masquée par la non prise en compte du phénomène de non-inscription dans les chiffres de participation électorale. Poussant plus loin leurs analyses, les auteurs mettent au jour un trait inédit de l'abstention : celle-ci est structurée, en partie, par des personnes « mal inscrites » sur les listes électorales, c'est-à-dire qui ne résident pas dans le périmètre du bureau de vote. C'est l'analyse minutieuse des listes d'émargement qui a permis aux auteurs de démontrer l'existence de ce phénomène et d'en mesurer l'ampleur : observant ces listes, ils ont pu constater que, parfois, des familles entières semblaient basculer dans l'abstention systématique et sur plusieurs scrutins. La mise à jour de ce phénomène est une vraie découverte et, à cet égard, l'ouvrage de C. Braconnier et J.-Y. Dormagen fait date, bien qu'Alain Lancelot, dans son étude de l'abstentionnisme électoral en France, ait pu identifier dès 1968 des multi-inscriptions, reposant donc en partie sur la non-coïncidence entre lieu de résidence et lieu d'inscription.

Par croisement de différentes méthodes de travail de terrain (visite de tous les bâtiments de la cité de manière à vérifier que les inscrits habitent effectivement sur place, complétée d'un contrôle par une « enquête de voisinage »), nos auteurs estiment à 28 % l'ampleur du phénomène aux Cosmonautes : plus du quart des inscrits au bureau de vote sont en réalité des « mal inscrits ». La différence entre le fait d'être bien inscrit et mal inscrit apparaît déterminante en matière de participation électorale. Ainsi, les personnes « bien inscrites » ont voté à plus de 80 % au premier tour de l'élection présidentielle de 2002, elles ne sont qu'exceptionnellement abstentionnistes, alors que des études convergent pour mettre en évidence, de façon générale, une « participation intermittente ». Les « mal inscrits » votent très peu (15 % au premier tour de l'élection présidentielle) et sont généralement des abstentionnistes permanents. La phase de l'inscription ou de la réinscription constitue ainsi un obstacle particulièrement important à la participation électorale des milieux populaires. L'environnement immédiat et familial (les origines étrangères accroissent la distance au système) ne favorise pas la mobilisation électorale des plus jeunes non-inscrits ou « mal inscrits ». Le travail d'encadrement social et politique – dans le quartier, dans le travail, dans la famille – ne fonctionne plus vraiment, et les chapitres 10 et 11 apportent à cet égard un éclairage très utile et assez convaincant. C'est dans cet environnement particulier que les auteurs notent une tendance à « l'ethnisation des identités » (voir le chapitre 6 sur les « votes d'identité ») et des rapports sociaux qui se traduit, électoralement, par un vote d'extrême droite, notamment chez les plus âgés, et un vote de gauche, moins fidèle, de personnes d'origine étrangère, plutôt jeunes.

Au final, cet ouvrage constitue une pièce indispensable du dossier de l'analyse de la politisation, du vote, du rapport à la politique et à la citoyenneté aujourd'hui en France. Il s'inscrit dans un contexte intéressant pour le futur des analyses électorales : celui d'un meilleur dialogue entre dispositifs d'observation et méthodologies. Les enquêtes réalisées en 2006 et 2007 par le Cevipof, si elles n'échappent pas à toute critique, ont souhaité également s'inscrire dans ce retour du contexte. Les données du Baromètre politique français, comme celle du

Panel électoral de 2007 ont été contextualisées par la prise en compte des indicateurs socio-économiques et de résultats électoraux des communes de résidence des répondants. Cette contextualisation devrait rendre possible le développement d'analyses quantitatives contextuelles différentes, mais complémentaires, des recherches entreprises par Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen. Sans doute qu'à la frontière de ces deux types d'univers méthodologiques – les enquêtes électorales sur « gros échantillons nationaux » mais contextualisées, et les monographies *in situ* et en immersion mais comparant plusieurs contextes et recourrant à plusieurs méthodes – un dialogue constructif est possible et que l'hybridation des connaissances à en attendre sera fructueuse.

Bruno CAUTRÈS

Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), CNRS

À la recherche du territoire.

Lecture critique de quatre ouvrages sur la France infranationale ¹

Dans un ouvrage publié en 1993, treize spécialistes de ce qui s'appelait autrefois « le rapport centre-périphérie » sont partis *À la recherche du « local »* ². Plus exactement, le propos de ce livre était de « désacraliser le local » afin de le considérer comme « lieu privilégié ou plus encore comme instrument d'analyse, ou outil fiable à la disposition de la recherche scientifique » ³. Quinze ans plus tard, et en ciblant cette fois-ci le terme territoire, les quatre ouvrages collectifs examinés ici prolongent cette hypothèse en cherchant à mettre à jour les connaissances sur les entités politiques infranationales françaises et, par cette voie, les visions scientifiques de l'espace politique français ⁴. Regroupant plus de cent contributions, ces publications partagent le fond théorique, le questionnement général et les techniques d'enquête d'une seule approche de la politique, celle de l'analyse des politiques publiques. En effet, lues conjointement, elles fournissent une photographie assez complète des travaux considérables effectués par une véritable communauté de chercheurs et de leurs interprétations respectives de « la France infranationale » ⁵.

Plutôt que de tenter la mission impossible de commenter toutes les contributions à ces ouvrages, l'ambition limitée de cette recension est d'en proposer une lecture croisée en trois temps. Tout d'abord, il s'agira de présenter les problématisations développées dans ces publications afin de faire ressortir les récurrences et les points de divergence. Ensuite, nous pointerons les représentations de l'espace politique français, généralement complémentaires mais parfois concurrentielles, qui émergent de ces travaux. Enfin, nous nous arrêterons sur le concept du territoire si couramment utilisé par cette communauté de chercheurs. Nous verrons notamment que ce terme structure et anime des recherches empiriques d'une manière souvent très féconde. Toutefois, faute de le définir avec précision, « le territoire » conduit aussi bien à accentuer souvent le caractère excessivement descriptif des travaux actuels effectués dans ce domaine. C'est la raison pour laquelle cette note contient également un certain nombre de

1. A. Faure, J.-Ph. Leresche, P. Muller, S. Nahrath (dir.), *Action publique et changements d'échelles : les nouvelles focales du politique*, Paris, L'Harmattan, 2007 ; A. Faure, E. Négrier (dir.), *Les politiques publiques à l'épreuve de l'action locale. Critiques de la territorialisation*, Paris, L'Harmattan, 2007 ; R. Pasquier, V. Simoulin, J. Weisbein (dir.), *La gouvernance territoriale. Pratiques, discours et théories*, Paris, LGDJ, 2007 ; A. Faure, A.-C. Douillet (dir.), *L'action publique et la question territoriale*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2005.

2. A. Mabileau (dir.), *À la recherche du « local »*, Paris, L'Harmattan, 1993.

3. A. Mabileau (dir.), *ibid.*, p. 11.

4. Une poignée des chapitres de ces ouvrages concernent les territoires étrangers (notamment ceux de la Suisse). Ils ne sont pas traités directement ici.

5. Ayant cosigné un chapitre dans l'ouvrage *Action publique et changements d'échelles*, avouons clairement que nous faisons partie de cette communauté. Toutefois, étant donné que la plupart de nos travaux récents se situent bien ailleurs, aujourd'hui, nous n'y figurons qu'à la marge.